

# La nature, nouvelle frontière du capitalisme financier

22 juin 2012 / Jean Gadrey



---

On dit souvent que « *le monde n'est pas une marchandise* » ou que « *la nature n'est pas à vendre* ». On critique la « *marchandisation* » au nom des biens communs. On a souvent raison, mais c'est plus compliqué que cela : si l'on défend des coopératives locales d'énergies renouvelables ou une filière écologique régionale de production de bois de chauffage ou de bois construction en veillant à la biodiversité dans la gestion des forêts, on crée aussi des marchés et cela n'a rien de critiquable, au contraire.

Si l'économie verte dont on nous parle c'était cela, on ne pourrait que la défendre. C'est ainsi que le PNUE nous la présente en des termes aimables : une économie qui « *entraîne une amélioration du bien-être humain et de l'équité sociale tout en réduisant de manière significative les risques environnementaux et la pénurie de ressources* ».

Quel est pourtant le problème posé aujourd'hui et révélé notamment par les mobilisations autour de Rio+20 ?

Il est dans les stratégies actuelles des multinationales (et de la finance actionnariale et spéculative qui les contrôle), appuyées par les États les plus expansionnistes, et exerçant leur influence jusqu'au sein des Nations Unies.

Le capitalisme financier est en crise profonde. Dans son aveuglement, il distingue des planches de salut vertes et il sait que des contraintes écologiques fortes se profilent avec lesquelles il va devoir composer.

Comment transformer – si possible - ces contraintes en opportunités ? Pour le capitalisme financier, il existe plusieurs stratégies, liées à une idée de valorisation lucrative de la nature et de ses biens communs, qu'il faut dé-communaliser pour les mettre à son service.

C'est sa version de l'économie verte, celle qu'il a infiltrée non sans succès au sein des Nations unies. C'est aussi celle de la commission européenne. Voici ce que dit Janez Potocnik, commissaire à l'environnement de l'Union Européenne : « *Nous devons passer d'une situation où l'environnement était protégé du business au fait d'utiliser le business pour protéger l'environnement* ».

Comment faire entrer cette conviction néolibérale dans les faits ? En suivant trois stratégies, ensemble ou séparément. Je mets délibérément de côté les stratégies de « greenwashing », importantes mais auxquelles ne sont pas associés des investissements aussi lourds que dans les stratégies qui suivent.

## **1. L'APPROPRIATION ELARGIE DES RESSOURCES**

La première stratégie est celle de l'appropriation élargie des ressources naturelles existantes ou à découvrir : ressources du sol, des terres, du sous-sol, des océans, en eau potable, des pôles,

des forêts, etc. Il s'agit de monter d'un cran dans l'exploitation rentable de ces ressources jugées indispensables à la prolongation de la croissance, de l'avidité consumériste, du « *mode de vie occidental* ».

C'est une sorte de nouvelle conquête de l'Ouest, mais ici l'Ouest est en général au Sud...

Sont en priorité visées l'appropriation et l'exploitation de la biomasse (toutes les matières organiques végétales ou animales) et de tous ses usages pour produire de l'énergie. Cela se traduit entre autres par la montée en puissance des agrocarburants et autres « *pétroles verts* ».

Mais dans cette stratégie on trouve aussi les sables bitumineux, les gaz et huiles de schiste, les forages en eau profonde, les méga-barrages, les achats de terres des pays pauvres, la conquête des pôles, la privatisation de la distribution de l'eau, la privatisation des semences et des gènes, etc.

## **2. ARTIFICIALISER-INDUSTRIALISER LA NATURE ET LE VIVANT**

Un grand nombre de multinationales investissent depuis longtemps dans les OGM et cherchent à les imposer dans le monde, mais l'artificialisation du vivant va bien au-delà. On trouve dans le livre *Labo planète*, dont j'ai déjà parlé, d'importants exemples relatifs aux NBIC (nanotechnologies, biotechnologies, informatique, sciences cognitives) et à leurs « *avancées* » dans l'artificialisation, y compris celle des êtres humains.

Selon un article récent de Basta, c'est la biologie de synthèse qui attire le plus les investisseurs. « *Les entreprises de biologie synthétique fabriquent de l'ADN de synthèse pour créer sur mesure des algues et des microorganismes qui agissent comme des usines biologiques miniatures. Le but consiste à pouvoir convertir presque n'importe quel type de biomasse en presque n'importe quel produit.* »

Le think tank canadien ETC Group a publié un excellent rapport « *Qui contrôlera l'économie verte ?* ». Extrait : « *Jouissant d'investissements publics et privés (incluant les plus grandes entreprises énergétiques et chimiques au monde) totalisant plusieurs milliards de dollars au cours des dernières années, la biologie synthétique voit les divers produits de la nature comme des matières premières servant à alimenter leurs bestioles brevetées – c'est-à-dire des organismes conçus de toutes pièces qui seront utilisés pour transformer la cellulose extraite de plantes en carburants, produits chimiques, plastiques, fibres, produits pharmaceutiques ou même en aliments.* »

### **3. FINANCIARISER LES SERVICES DE LA NATURE**

La troisième stratégie vise à créer des marchés et des marchés financiers pour des fonctions techniques remplies par la nature ou « *services écosystémique* ». C'est plus subtil mais pas moins grave.

La nature nous rend bien des « *services* » (recycler dans certaines limites des émissions de gaz carbonique, filtrer des eaux, polliniser des plantes, recycler des nutriments, produire du carbone végétal, etc.) sans qu'on s'en rende toujours compte... tant que cette « *production* » n'est pas menacée ou tant qu'elle est gratuite, ce qui est scandaleux pour le capital financier. Il a bien compris que, puisqu'il y avait menace et risque d'épuisement de ces services, il y avait une opportunité de faire payer, pour peu que des droits de propriété soient instaurés et qu'on définisse des unités de services échangeables.

En plus, nous dit-on, ce serait une très bonne chose pour les pays et les peuples du Sud qui ont tant de services à proposer via leurs immenses ressources de forêts, de biodiversité ou de terres arables. Comment faire ? Il faut découper la nature en « *ateliers fonctionnels* » - à l'opposé de la logique des écosystèmes - chacun produisant un service mesurable et monnayable, avec des droits de propriété et des contrats de fermage ou de métayage pour ceux qui « *produisent* » ces services, et avec bien entendu des rentes pour les propriétaires ayant acquis les droits. Et il faut créer de toutes pièces d'abord un marché de ces services, puis des marchés dérivés pour qu'on puisse spéculer sur ces cours nouveaux.

Les plus sophistiquées de ces inventions reposent sur des produits financiers liés à des

emprunts hypothécaires gagés sur l'environnement. C'est plus ou moins le modèle des subprimes. Ces emprunts hypothécaires sont proposés à des communautés locales du Sud, pauvres en ressources économiques mais riches en ressources naturelles. Ces communautés peuvent par exemple contracter des micro-crédits à condition qu'elles gèrent bien leur environnement naturel (selon des normes techniques imposées de l'extérieur, et si possible avec des OGM ou d'autres innovations brevetées...), avec l'aide de consultants eux aussi bien rémunérés. Ses promoteurs ne disent pas ce qui adviendra si les débiteurs sont dans l'impossibilité de rembourser, comme ce fut le cas dans la crise des subprimes. C'est ce que les auteurs du très instructif *La nature n'a pas de prix* (Geneviève Azam et Maxime Combes), à qui j'ai emprunté ce paragraphe et certaines autres idées, appellent « *la financiarisation de la nature* ».

---

**Source :** [Blog de Jean Gadrey](#)

**Image :** [PCF Grésivaudan](#)

**Lire aussi :** [L'impasse de Rio](#)

- Emplacement : [Accueil](#) > [Tribune](#) >
- Adresse de cet article : <https://reporterre.net/La-nature-nouvelle-frontiere-du>